

Les politiques migratoires sont une question de travail autant que le travail est une question de migrations !

Les migrations sont la conséquence des inégalités entre les pays occidentaux qui se pavanent de toutes leurs richesses, pendant que le reste de la planète crève la dalle. Mais les migrants, avec ou sans papiers, sont aussi « ici », car le patronat crée les besoins d'une main d'œuvre flexible à souhait, composant une catégorie de travailleurs nécessaire pour maintenir la pression (salaires, droits, conditions de travail) sur l'ensemble des salariés. Plus le circuit de circulation de la marchandise s'intensifie, plus elle prend de la valeur. La mobilité des classes laborieuses est l'une des nécessités de ce schéma. L'exploitation des travailleurs migrants est pour les patrons une réponse efficace (et pas chère) à cet enjeu. Les travailleurs migrants sont une main d'œuvre flexible que les patrons peuvent employer au coup par coup, pour des missions précises (une saison, un chantier), au même titre que les intérimaires, ceux qu'on fait travailler au black, ou sous tous ces contrats précaires, etc.

Un besoin massif de main d'œuvre rend les frontières plus poreuses, tandis que les contrôles seront significativement renforcés lorsque le marché du travail est saturé. Dans le contexte économique actuel, les états européens œuvrent ensemble à une fermeture militarisée des frontières. Ce renforcement du contrôle fait suite à une « répartition » du flux entre les différents pays européens.

La chasse aux sans papiers est aussi un business florissant. Des entreprises privées construisent des camps, des centres de rétention et développent des technologies de contrôle des frontières. Certaines associations reçoivent une bonne part de subvention en acceptant d'intervenir dans les centres de rétention et lors d'expulsions. Les risques liés aux passages de frontières permettent aussi aux mafias un certain contrôle, la clandestinité est un secteur de choix pour les exploitateur-e-s de tout horizon. Les flux migratoires sont une monnaie d'échange pour certains états, un moyen de pression pour d'autres. On a pu ainsi voir l'Europe accorder quelques milliards à la Turquie pour « endiguer » les réfugiés syriens.

Ces derniers temps la réalité des migrant-e-s s'est vue désignée sous le terme d'« afflux de réfugié-e-s », accompagnée d'images de milliers de personnes en exode fuyant les bombardements, le chaos et la dictature. Ce changement de langage est entretenu par les médias et le pouvoir, et accentue la distinction entre les dit-e-s « réfugié-e-s » et « migrant-e-s économiques ». Ceux qui viennent de zones considérées sensibles entrent dans les critères de demande d'asile, les autres sont pour la plupart expulsés. Les régions « sensibles » changent, ne sont définies qu'en fonction des intérêts ponctuels de l'Europe, et il nous semble malhonnête d'opposer « zones de conflits » et zones de pauvreté, créés par les guerres économiques que mène l'Europe colonialiste. D'un autre côté, faisant face à l'émoi de la population, les États affirment mettre en place une prise en charge des situations relevant de « catastrophe humanitaire ». Pourtant si l'on examine concrètement les politiques migratoires européennes, tant au niveau de l'« accueil » que de la gestion des frontières, on y retrouve une logique de répression, de contrôle et de tri.

A l'heure actuelle, alors que l'armée est déployée aux frontières dans une évidente opération de dissuasion, l'agence européenne privée FRONTEX reçoit des financements colossaux pour coordonner les actions militaires de surveillance et de blocage. Cette posture belliqueuse a des conséquences directes : les personnes cherchant à passer une frontière mettent toujours plus leur vie en danger. En 2015 on dénombre plus de 3500 mort-e-s en Méditerranée entre le début de l'année et le mois de novembre. Des personnes qui meurent noyées, parfois parce que leur bateau de fortune fait naufrage, parfois à cause de tirs de policiers ou de gardes frontières. Près de 30000 en vingt ans.

Dans le même temps, et pour celles et ceux qui arrivent à rentrer sur le territoire, les possibilités d'accéder à un séjour régulier se restreignent. Les demandes d'asile ne concernent que certain-e-s migrant-e-s, notamment les réfugié-e-s de guerre, et ne sont acceptées qu'à hauteur de 15 %. La possibilité d'obtenir un titre de séjour de longue durée est aujourd'hui quasiment inexistante. Cette logique de fermeture des possibilités de régularisation s'accompagne d'un contrôle policier accru. Outre les contrôles d'identité au faciès, de nombreuses rafles ont lieu ainsi qu'un harcèlement sur des lieux stratégiques pour les migrant-e-s. La situation à Calais cristallise cet acharnement, les interventions des forces de l'ordre sont régulières avec pour objectif de vider la Jungle, en déplaçant et en déportant massivement les personnes. La stratégie est au reflux, avec notamment les accords Dublin qui permettent d'expulser les personnes vers le premier pays où leurs empreintes ont été prises avec la force lors de leurs migrations.

À côté des expulsions spectaculaires, il y a aussi des outils plus insidieux pour effectuer ce tri en fonction des besoins de main d'œuvre et pousser les migrants à partir d'eux-même. Les politiques d'enfermement à répétition, pendant plusieurs mois voire plusieurs années, dans les « hot-spots » aux frontières de l'Europe ou dans des centres de rétention à l'intérieur, où ils sont l'objet de violences policières, d'humiliations constantes et de manque d'accès aux soins, produisent souvent un découragement et dissuadent les migrants à poursuivre leurs trajets. Idem pour le racisme institutionnalisé, véhiculé par les médias complices à travers des discours et des images qui assimilent migrations et danger, grâce auquel les états diffusent et entretiennent une xénophobie générale. Les méandres des procédures administratives, qui aboutissent le plus souvent à une fin de non-recevoir, participent à cette politique de découragement. L'exemple des Centres d'Accueil et D'orientation, appelés centres de « répit », est à ce titre très

explicite. Présentés comme une solution d'accueil, ils sont en fait mis en place uniquement dans le but de "désengorger" la Jungle de Calais. Les personnes acceptant la proposition d'intégrer ces centres sont « accueillies » pour une durée limitée (si elles sont logées, elles ne sont pas nourries et ne sont pas non plus mises en mesure de cuisiner pour elles-mêmes), durant laquelle leur projet migratoire est remis en cause et leurs démarches de demandes d'asile bloquées (les centres de répit étant situés trop loin des villes où l'on peut effectuer des démarches, l'administration seule y étant présente, et l'accès au droit y étant donc impossible). Au bout d'un certain temps, les migrants sont au mieux foutus dehors, au pire expulsés dans le cadre des accords Dublin (vers le premier pays d'entrée en Europe). À moins qu'ils n'acceptent un retour au pays, fatigués par tant de mauvais traitements infligés par l'Europe. Dans tous les cas, c'est le retour à la case départ, soit à Calais, soit dans un pays d'origine.

Des grilles du centre de rétention aux bornes biométriques des cantines scolaires, des portiques du supermarché aux caméras « intelligentes » dans les gares ou les aéroports en passant par la banque où il faut désormais deux pièces d'identité pour retirer son RSA, du contrôle de papier parce qu'on s'est posé sur un banc au contrôle routier parce que notre bagnole est plus vieille que les autres, ces dispositifs de contrôle et de surveillance sont devenus notre quotidien. Potentiellement permanente, la surveillance facilite le travail des administrateurs de la misère sociale, de l'État et de ses flics. Et le contrôle de papier sert aussi de prétexte au contrôle tout court. Les dispositifs d'arrestation de sans-papiers renforcent l'occupation policière de nos quartiers. Le contrôle des migrants n'est qu'un aspect visible (les fameux quotas d'expulsions) du contrôle généralisé de la population. On sent que la frontière est diffuse tout autour de nous, et qu'elle peut se matérialiser à tout moment pour nous radier, nous arrêter, nous enfermer. Le climat de peur et de solitude face à la répression est le meilleur effet de l'éclatement de la frontière. Plus que la répression, n'oublions pas que leur arme principale, c'est la dissuasion et que leurs principales victoires sont nos résignations, nos redditions.

Localement, des initiatives d'accueil existent et cherchent à être soutenues, des pratiques se diffusent pour apporter un soutien matériel comme les collectes, les cantines et les différentes caisses de solidarités. Ces pratiques de solidarité sont un moyen concret de saborder les dispositifs mis en place.

Au delà de l'accueil des migrants avec ou sans papiers et la volonté de sortir de l'entre soi en tissant des liens d'égal-e à égal-e, la solidarité s'exprime aussi dans les mobilisations pour fermer les centres de rétention, en s'organisant pour prévenir des contrôles et en permettant d'y échapper, en facilitant des passages ou en attaquant directement les barbelés qui s'érigent le long des frontières, et bien d'autres moyens qui restent à imaginer. Nous luttons pour l'ouverture des frontières, et pour la régularisation de tous les migrants.

Face aux attaques de l'état, de l'expulsion de la jungle à Calais à la réforme du droit du travail, il est important de se reconnaître en tant qu'exploité-e-s par ce système capitaliste, et de se retrouver pour lutter collectivement.

Collectif Soutien Migrants 13
collectifsoutienmigrants13@riseup.net

Le collectif CSM13 se réunit tous les mardis au Centre Social occupé "el Manba", au 180 rue Horace Bertin